Burundi : l'Ombudsman assure qu'il fait l'objet de menaces de mort

RFI, 11 mai 2012 Au Burundi, le médiateur de la République dit avoir été intimidé et menacé de mort. Au Burundi, l'ombudsman, une sorte de médiateur de la République aux pouvoirs très étendus, assure qu'il fait l'objet de menaces de mort. On lui reprocherait son combat contre la corruption dans ce pays classé en 2011 par Transparency International parmi les dix pays les plus corrompus du monde. Mohamed Rukara a choisi de porter toute cette affaire sur la place publique. Il est allé jusqu'à demander à la population de veiller à ce qu'il y ait une autopsie de son corps s'il venait à mourir. La question qui se pose au Burundi est de savoir ce que craint cet homme, parmi les plus puissants du pays. Que s'est-il passé au plus haut sommet de l'Etat burundais ? Au lieu de s'adresser aux services de sécurité, Mohamed Rukara, l'ombudsman burundais, a également nommé deux de ses organes qui dirigent le parti au pouvoir (le conseil des Sages) sous le coup de menaces de mort, a chargé son porte-parole, Jérôme Ndiho, de rendre public, ce 9 mai, une nouvelle déclaration qui a fait effet d'une bombe au Burundi : « Il y a des gens qui ont tenu des propos allant dans le sens de l'intimidation de l'ombudsman, des gens corrompus, ils sont même déterminés à le tuer. L'ombudsman explique qu'il ne va pas céder à l'intimidation ». Mohammed Rukara a donc décidé de prendre au moins le peuple burundais. Selon des sources proches de la présidence burundaise, Mohamed Rukara a été réçu ce jeudi 10 mai dans la matinée par le président Pierre Nkurunziza au sujet de ces menaces provenant d'un groupe de corrompus qu'il ne veut pas citer. Mais rien de cet entretien n'a filtré. Pacifique Nininahazwe, le directeur général du Forsc (Forum pour le renforcement de la société civile), une plateforme qui regroupe quelque 150 associations civiles burundaises n'a pas été surpris. « Ceux qui nous avaient réçus, explique-t-il, nous avaient déjà annoncé qu'ils avaient les dossiers de corruption que nous avons transmis, il y a d'ailleurs une année, Mohamed Rukara était menacé par des personnalités citées dans un certain nombre de ces dossiers. Ce sont de hauts personnages, parfois des services de sécurité, et d'autres, qui sont dans les plus hautes sphères de l'Etat. » Dans ce pays, les corrompus semblent avoir pris le dessus.